Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 21238**

Intitulé

MASTER : MASTER DROIT,ÉCONOME,GESTION,à finalité RECHERCHE et PROFESSIONNELLE, Mention DROIT PUBLIC, spécialité ADMINISTRATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Ministère de l'Enseignement Supérieur, Université Paris Descartes - Paris 5	Ministère de l'enseignement supérieur, Président de l'Université Paris Descartes Paris V

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit, 128 Droit, sciences politiques, 313 Finances, banque, assurances, immobilier

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

- mise en œuvre et de direction de l'action administrative publique nationale, européenne et internationale: définition des missions, des programmes financiers, moyen d'obtenir des subventions...

savoir-faire générique :

- Maîtriser les règles et procédures applicables à la fonction publique territoriale
- Analyser et synthétiser des documents de nature juridique et savoir les vulgariser
- Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et de la procédure
- Appliquer des processus méthodologiques rigoureux
- Rédiger des documents contractuels et de statuts sociaux
- Connaître les applications d'informatique et de gestion
- Utiliser les techniques de veille règlementaire
- Comprendre et parler l'anglais

savoir-faire spécifique :

- Participer à la préparation de l'action des pouvoirs publics (élaborer les réglementations et leurs applications)
-
- Connaître les mécanismes de financement des entreprises, des montages contractuels et financiers
- Assister et Conseiller les acteurs de l'action publique locale
- Diagnostiquer des problématiques de développement
- Intervenir sur le terrain (prévention contrôle...)
- Contrôler l'application des réglementations juridiques et administratives
- Diriger des structures et des personnels très différents
- Déléguer à ses collaborateurs les travaux de préparation et de suivi des affaires courantes
- Arbitrer des situations conflictuelles
- Intégrer les affaires juridiques des entreprises à leur environnement économique
- Faire preuve de diplomatie et savoir établir des relations de confiance
- Respecter la confidentialité des affaires
- Animer des groupes de travail
- Négocier avec des interlocuteurs différents

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Services administratifs des collectivités territoriales et autres fonctions publiques

Secteur privé : fonctions de management et de conseil

- Directeur des affaires générales
- Responsable de gestion budgétaire et financière
- Conseiller juridique
- Responsable des marchés
- Responsable des affaires immobilières et foncières
- Chargé de recrutement
- Chef de cabinet d'un élu...

Secteur privé :

- Conseiller juridique et financier en entreprise travaillant avec les collectivités territoriales
- Conseiller financier en cabinet d'avocat ou d'audit
- Consultant auprès de structures associatives locales, organisme professionnel et syndical...
- Chargé d'analyses et de développement

Chef de projet en développement économique

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

M1403 : Études et perspectives socio-économiques

Modalités d'accès à cette certification**Descriptif des composantes de la certification :**

Le master « Administration des collectivités territoriales » forme des étudiants capables de mettre en œuvre et de diriger l'action administrative publique nationale, européenne et internationale. Elle permet également d'accéder à des fonctions de management et de conseil dans le secteur privé.

Unités d'Enseignement du Master :**Droit budgétaire****Action économique****Cadre financier****Organisation administrative****Anglais juridique****Stage et mémoire**

Chaque étudiant effectue un stage de 3 mois dans l'un des services d'une collectivité locale ou auprès d'un organisme ayant une activité orientée vers les collectivités locales (association, cabinet d'avocat...). Rédaction d'un mémoire (de 80 à 100 pages) portant sur un problème juridique pratique relatif à l'application du droit des collectivités locales.

Droit de la décentralisation**Gestion de l'espace local****Sécurité publique****Séminaire libre****Validité des composantes acquises : non prévue**

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OU	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Non renseigné
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Non renseigné
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle		X	
Par expérience dispositif VAE	X		Jury de validation des acquis (enseignants chercheurs et professionnels)

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS**ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX****Base légale****Référence du décret général :****Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

Arrêté du 17 Novembre 1999

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret n° 2013-756 du 19/08/2013

Articles R613-33 à 613-37

Références autres :**Pour plus d'informations****Statistiques :**www.parisdescartes.fr/ORIENTATION-INSERTION/Chiffres-cles**Autres sources d'information :**www.droit.parisdescartes.fr**Lieu(x) de certification :**

Université Paris Descartes - Paris 5 : Île-de-France - Paris (75) []

Université Paris Descartes, Faculté de droit, 10 avenue Pierre Larousse 92245 MALAKOFF

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Université Paris Descartes, Faculté de droit, 10 avenue Pierre Larousse 92245 MALAKOFF

Historique de la certification :